



« Face à l'instrumentalisation du numérique et des neurosciences, les enseignants doivent défendre leur liberté pédagogique »

L'ancien éditeur scolaire et ingénieur Philippe Champy dénonce dans son dernier ouvrage la pression mise sur les professeurs par le numérique éducatif et les neurosciences. Une « nouvelle guerre scolaire », rien de moins. Non pas entre les partisans de deux types d'écoles bien différents, mais entre les enseignants et une partie du ministère de l'éducation nationale qui les emploie, entre leur liberté pédagogique et une « mainmise » de plus en plus forte dans leur travail par le biais des neurosciences et du numérique éducatif. La thèse est développée par Philippe Champy dans son ouvrage *Vers une nouvelle guerre scolaire*. Quand les technocrates et les neuroscientifiques mettent la main sur l'éducation nationale (La Découverte, 320 p., 20 €).

Ni chercheur, ni enseignant membre d'un mouvement pédagogique, ni décideur politique, l'auteur s'estime légitime dans la critique féroce mais documentée qu'il développe dans cet ouvrage par sa fine connaissance du système scolaire qu'il a acquise en tant qu'ingénieur à l'Institut national de recherche pédagogique (INRP, devenu IFÉ), puis surtout comme éditeur scolaire des Editions Retz, où il a passé près de vingt ans.

En quoi la nouvelle « guerre scolaire » dont vous parlez dans votre ouvrage diffère-t-elle des précédentes ?

Ce concept de « guerre scolaire » fait en effet allusion à l'histoire longue de l'école et à ces moments de conflit intenses qui la traversent parfois : la guerre des manuels scolaires avant la première guerre mondiale, celle autour de l'unification du système scolaire voulue par Alain Savary dans les années 1980...

La « guerre » que j'analyse dans cet ouvrage monte en puissance depuis trente ans et ne dit pas son nom. Elle correspond selon moi à une défiance croissante des plus hautes autorités ministérielles à l'égard des professeurs eux-mêmes, et repose sur les critiques régulières de leurs méthodes et de leurs compétences à la fois disciplinaires, pédagogiques et didactiques, de leur professionnalité en somme. Il n'y a pas de volonté explicite de nuire aux enseignants, mais une tendance technocratique à contester leur rôle, leurs libertés et leur métier à travers, entre autres, le numérique et les neurosciences.

Pourquoi la question des manuels scolaires est-elle selon vous à la fois un révélateur et un symptôme d'une défiance envers les enseignants ?

Derrière les critiques régulières faites contre les ressources utilisées par les enseignants, et dont le manuel scolaire est la figure emblématique, il y a celle de leur liberté pédagogique définie par Ferdinand Buisson et Jules Ferry dans les années 1880. Cette liberté repose sur trois piliers. D'abord la « liberté de publication » et d'édition qui autorise tout un chacun à publier un manuel scolaire, sans contrôle ni a priori ni a posteriori. Ensuite la « liberté de choix » des enseignants parmi ces manuels après délibération collective et à condition de respecter les programmes scolaires. Et enfin la « liberté d'utilisation », l'enseignant pouvant utiliser ou non les manuels à sa guise, les compléter d'autres ressources, etc.

La tendance actuelle de revenir à une prescription verticale, notamment par le biais de cahiers des charges, comme si les éditeurs et auteurs scolaires étaient de simples prestataires de services, est une manière de restreindre cette liberté pédagogique vieille de cent-quarante ans. La demande toujours plus forte faite aux enseignants d'utiliser des ressources numériques « officielles » va dans le même sens.

Vous dites que le numérique éducatif est une « arme politique » pour remettre en cause le travail des enseignants. C'est-à-dire ?

Je déplore d'abord que le contexte général de cette « révolution numérique » soit passé sous

silence par des promoteurs souvent naïfs et hypnotisés par ses promesses. Le discours sur les miracles de la « dématérialisation » a occulté les questions économiques, industrielles, géopolitiques et écologiques qu'elle pose.

Mais je vois surtout dans l'injonction à l'utilisation du numérique en classe une croyance ou une stratégie selon laquelle, face à des enseignants qui ne font décidément pas bien leur métier, la « fin du papier », couplée à un « avènement » du numérique, permettrait de récupérer toutes les ressources qu'ils utilisent librement pour les contrôler en les labellisant. Le seul numérique éducatif qui convienne est celui qui est piloté par la pédagogie et les professeurs, pas par l'institution ou les industriels du secteur.

Vous dénoncez la place prise par les neurosciences à l'école. Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer qu'il y a une « ligne » en faveur des neurosciences au ministère de l'éducation, et en quoi cela poserait-il problème ?

Outre les déclarations sans ambiguïtés de Jean-Michel Blanquer en la matière, bien avant de devenir ministre, la création du Conseil scientifique de l'éducation nationale [CSEN], dominé par les neuro-cognitivistes, est emblématique de cette ligne. Ce qui pose problème, ce ne sont pas les neurosciences mais leur instrumentalisation visant, une fois encore, à s'attaquer aux enseignants. On veut leur imposer des façons de faire sous prétexte qu'il y aurait désormais une « science de l'enseignement », comme l'affirme Stanislas Dehaene, le président du CSEN.

Le « biais naturaliste », qui consiste à dire que c'est le cerveau qui apprend et non l'élève dans sa complexité culturelle, sociale et biologique, est dangereux. De même que le « biais scientiste » selon lequel on pourrait déduire une méthode pour enseigner en classe à partir de travaux de laboratoire et d'expérimentations copiées du biomédical.

Les savoirs pédagogiques accumulés au fil des décennies par les chercheurs et les professeurs ne seraient que bricolage et archaïsme. En l'occurrence, le label « neuro » sert à légitimer sans débat pluraliste des choix didactiques dogmatiques. Comme c'est le cas avec les méthodes d'apprentissage de la lecture de l'association Agir pour l'école.

Mais les enseignants, notamment ceux du primaire, se disent parfois intéressés par les apports des neurosciences... N'y a-t-il donc rien à attendre d'elles en classe ?

Les neurosciences apportent des connaissances intéressantes. Elles peuvent éclairer les pratiques pédagogiques en permettant la prise de recul sur les options didactiques disponibles. Des projets de recherche sont menés dans cette optique collaborative. Mais, lorsque le CSEN entend imposer ses préconisations en lecture et en maths au primaire, il édicte une norme indiscutable.

Plus tard dans la scolarité, les apports des neurosciences consistent à revisiter les thèmes classiques de la pédagogie en travaillant l'attention, la mémoire, la métacognition, etc. Elles donnent ainsi une légitimité aux approches pédagogiques auprès d'enseignants du secondaire qui ont longtemps été très focalisés sur l'érudition disciplinaire.

Mais un autre volet de leur instrumentalisation consiste dans la conception de tests à des fins d'évaluations nationales obligatoires, les mêmes pour tous. Le ministère met de facto en concurrence professeurs, élèves et parents, abstraction faite des contextes familiaux et sociaux des écoles et des élèves. La pression exercée sur les professeurs les incite à s'aligner sur la didactique implicite des tests. Ce mode de « pilotage par l'aval » est beaucoup plus rapide et insidieux que « par l'amont », par l'intermédiaire des programmes et de la formation.

Face à cette « guerre », quels sont les leviers et réponses possibles du côté des enseignants ?

Je suis convaincu que le malaise des enseignants qui s'exprime plus fortement depuis quelques semaines est à mettre sur le compte des mesures de reformatage en cours. Les professeurs, mais aussi beaucoup de cadres intermédiaires, vivent très mal une situation tendue qui engendre précipitation, stress et pas mal de désordre. En plus, on laisse entendre que, s'ils faisaient mieux leur boulot, les inégalités sociales seraient réduites !

Les enseignants ont intérêt à sortir de l'isolement professionnel, favorisé par l'émiettement corporatiste. C'est la condition pour analyser les attaques qu'ils subissent et créer des alliances

avec les familles et les corps intermédiaires. Notamment pour défendre leur liberté pédagogique, cet attribut essentiel de leur professionnalité, face à l'instrumentalisation du numérique et des neurosciences.

Cet entretien est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde vous pouvez vous inscrire à cette newsletter hebdomadaire en suivant ce lien.